

La BCE tempore face au choc énergétique, avant une possible hausse des taux en juin

POLITIQUE MONÉTAIRE. L'institut d'émission a maintenu ses taux, soulignant des risques accrus sur l'inflation et la croissance liés aux tensions au Moyen-Orient.

La Banque centrale européenne (BCE) veut se donner «six semaines» supplémentaires avant de prendre les décisions qui s'imposent face à l'impact de la guerre contre l'Iran sur les prix et la croissance, suggérant jeudi qu'une hausse des taux devient plus probable en juin.

A l'issue de la réunion du conseil des gouverneurs de l'institution monétaire, le taux de dépôt, qui sert de référence, est resté à 2% jeudi, son niveau depuis juin 2025. La présidente de la BCE, Christine Lagarde, a parlé d'une «décision éclairée», même si «elle repose encore sur des informations insuffisantes».

Inflation à 3% en avril

Les vingt-six membres de l'instance de décision ont débattu de «différentes options», a-t-elle souligné, ajoutant que le statu quo avait été finalement adopté à l'unanimité.

Les gardiens de l'euro veulent pouvoir mieux jauger l'impact du conflit armé lancé



Christine Lagarde. La présidente de la BCE a expliqué que «six semaines seront le bon délai pour évaluer l'évolution de la situation».

fin février par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran. Dans la zone euro, cette guerre a déjà amené l'inflation à 3% en avril, un niveau plus vu depuis septembre 2023, et

donné un coup de frein à la croissance (+0,1%) au premier trimestre, selon Eurostat. Ainsi, «six semaines seront le bon délai pour évaluer l'évolution de la situation,

notamment pour mieux comprendre l'issue possible du conflit – ou, à défaut d'issue, tirer des enseignements», a expliqué Christine Lagarde. L'incertitude demeure sur la reprise de négociations entre Iraniens et Américains pour mettre fin à la guerre au Moyen-Orient. Le blocage du détroit d'Ormuz, voie stratégique par laquelle transitent en temps normal près de 20% de la production mondiale d'hydrocarbures, reste complet.

Cela a provoqué une hausse rapide et brutale des prix de l'énergie, sans toutefois atteindre les scénarios les plus pessimistes envisagés par la BCE.

Cependant, «je pense avoir une idée de la direction que nous prenons», a indiqué Christine Lagarde, sans pour autant déclarer pour acquise une hausse des taux en juin, qui était le scénario privilégié des marchés avant la réunion de jeudi.

«Les risques» d'une inflation en hausse et d'une croissance en baisse «se sont intensifiés»,

a prévenu la BCE. Mais pour l'heure, il n'y a pas d'effets de second tour», sorte d'effet domino, par exemple sur les niveaux des salaires et des prix des entreprises, a aussi déclaré Christine Lagarde.

Pas de stagflation

Le conseil des gouverneurs de la BCE «surveillera de près la situation» dans les semaines qui viennent, à la manière d'autres grandes banques centrales occidentales qui ont aussi opté pour l'immobilisme.

En zone euro, les attentes d'inflation des ménages sur douze mois ont certes grimpé à 4% en mars, contre 2,5% en février, mais celles à cinq ans sont restées quasi inchangées, proches de 2%.

Un désencrage de ces anticipations sur la durée serait l'un des signaux d'alarme poussant la BCE à réagir, via des taux plus élevés.

Une certitude selon Christine Lagarde: le spectre de la «stagflation» en zone euro, agité par des économistes, n'est pas d'actualité. La stag-

flation, mélange de croissance économique ralentie et de hausse des prix, est associée «aux années 1970», qui étaient «une situation entièrement différente», a-t-elle insisté.

Selon elle, dans la zone euro, «nous maîtriserons l'inflation» et «nous ne nous retrouverons donc pas dans ce scénario».

Ainsi la BCE «reste en bonne position pour faire face à l'incertitude actuelle», a indiqué l'institution dans un communiqué, notamment parce que les finances des ménages restent solides et que les entreprises investissent, le tout offrant un «amortisseur face aux retombées de la guerre» au Moyen-Orient.

Au final, une hausse des taux lors de la réunion de juin de la BCE, «qu'elle soit symbolique ou même une erreur de politique monétaire» en risquant de casser une fragile croissance, «est clairement devenue plus probable aujourd'hui», a commenté Carsten Brzeski, analyste chez ING. (afp)